

**Art. 5.** L'article 104, alinéa 4 du Code judiciaire, modifié par la loi du 4 août 1978, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les chambres qui connaissent de l'appel d'un jugement rendu dans un litige portant sur les matières prévues aux articles 578, 4°, 5°, 6°, 8° et 10°, 579, 580, 582, 3° et 4° ou concernant l'application aux employeurs de sanctions administratives prévues à l'article 583, sont composées, outre les présidents, de deux conseillers sociaux nommés respectivement au titre d'employeur et au titre de travailleur. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
chargée de la Politique d'égalité des chances,  
Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

—  
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 2058/1. — Rapport, n° 2058/2. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2058/3.

*Annales de la Chambre des représentants.* — 24 et 25 mars 1999.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1336/1. — Rapport, n° 1336/2. — Texte adopté par la Commission, n° 1336/3. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la sanction royale, n° 1336/4.

*Annales du Sénat.* — 28 et 30 avril 1999.

**Art. 5.** Artikel 104, vierde lid van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978, wordt vervangen door het volgende lid :

« De kamers die kennis nemen van hoger beroep tegen een vonnis, gewezen in een geschil betreffende de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 578, 4°, 5°, 6°, 8° en 10°, 579, 580, 582, 3° en 4°, of betreffende de toepassing op werkgevers van administratieve sancties bedoeld in artikel 583, bestaan, buiten de voorzitters, uit twee raadsheren in sociale zaken, respectievelijk benoemd als werkgever en werknemer. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
belast met het Gelijkekansenbeleid,  
Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp, nr. 2058/1. — Verslag, nr. 2058/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2058/3.

*Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers.* — 24 en 25 maart 1999.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1336/1. — Verslag, nr. 1336/2. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1336/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1336/4.

*Handelingen van de Senaat.* — 28 en 30 april 1999.

F. 99 — 1870

[C - 99/12326]

**11 AVRIL 1999.** — Arrêté royal modifiant les articles 4 et 14 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de pré pension conventionnelle

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982 et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988 et 26 juin 1992;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 132, modifié par l'arrêté royal n° 443 du 14 août 1986 et par les lois des 29 décembre 1990 et 30 mars 1994;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

N. 99 — 1870

[C - 99/12326]

**11 APRIL 1999.** — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 4 en 14 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982 en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988 en 26 juni 1992;

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 132, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 443 van 14 augustus 1986 en de wetten van 29 december 1990 en 30 maart 1994;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant que des pressions considérables apparaissent sur le marché du travail pour trouver une main-d'oeuvre appropriée et qu'il est donc indispensable de prévoir des formations supplémentaires pour les jeunes travailleurs, il est nécessaire de modifier sans délai la réglementation existante en matière de travail rémunéré autorisé pour les prépensionnés afin de permettre à ceux-ci d'assurer la formation des jeunes; d'autre part, le groupe des personnes assimilées à des chômeurs indemnisés pouvant être engagées en remplacement d'un prépensionné doit être harmonisé à la définition utilisée dans d'autres réglementations.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle est complété comme suit :

« 7. Les demandeurs d'emploi dont le droit aux allocations a été suspendu pour chômage de longue durée en vertu des dispositions du chapitre III, section 8, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ou sur base de l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, et qui n'ont plus bénéficié d'allocations dans le cadre de l'assurance chômage pendant au moins 24 mois sans interruption. »

**Art. 2.** L'article 14, § 2, de l'arrêté royal précité du 7 décembre 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les travailleurs dont la prépension prend cours après le 31 décembre 1992 et auxquels le congé a été notifié avant le 1<sup>er</sup> décembre 1992 ainsi que les travailleurs dont la prépension prend cours après le 31 décembre 1992, en application d'une convention collective de travail conclue dans le cadre de la section III du présent arrêté, pour autant que la reconnaissance d'entreprise en difficulté ou en restructuration ait été délivrée avant le 1<sup>er</sup> décembre 1992, peuvent exercer une activité professionnelle prévue dans la réglementation applicable aux personnes qui bénéficient d'une pension de retraite et de survie.

Les travailleurs des entreprises visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, du présent arrêté, qui ont obtenu une reconnaissance comme entreprise en difficulté avant le 31 décembre 1993, peuvent exercer l'activité professionnelle visée à l'alinéa précédent.

L'activité professionnelle des travailleurs visés aux premier et deuxième alinéas ne peut pas être effectuée auprès du dernier employeur, même si ces travailleurs sont occupés par cet employeur ou par un tiers en qualité de salariés ou d'indépendants, sauf s'il s'agit d'assurer l'encadrement des jeunes mis au travail, aux conditions fixées par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine ce qu'il faut entendre par activité professionnelle visée dans le présent paragraphe. Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut fixer des modalités et conditions supplémentaires ou dérogatoires pour l'application aux travailleurs visés aux premier et deuxième alinéas de la réglementation relative aux activités professionnelles autorisées applicable aux personnes qui bénéficient d'une pension de retraite ou de survie.

Les travailleurs des entreprises visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa du présent arrêté, qui ont obtenu une reconnaissance comme entreprise en difficulté avant le 31 décembre 1993, peuvent exercer l'activité professionnelle visée à l'alinéa précédent.

L'activité professionnelle des travailleurs visés aux premier et deuxième alinéas ne peut pas être effectuée auprès du dernier employeur, même si ces travailleurs sont occupés par cet employeur ou par un tiers en qualité de salariés ou d'indépendants, sauf s'il s'agit d'assurer l'encadrement des jeunes mis au travail, aux conditions fixées par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine ce qu'il faut entendre par activité professionnelle visée dans le présent paragraphe. Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut fixer des modalités et conditions supplémentaires ou dérogatoires pour l'application aux travailleurs visés aux premier et deuxième alinéas de la réglementation relative aux activités professionnelles autorisées applicable aux personnes qui bénéficient d'une pension de retraite ou de survie.

Overwegende dat op de arbeidsmarkt grote spanningen ontstaan met betrekking tot het vinden van geschikte arbeidskrachten bestaat er enerzijds dus grote nood aan bijkomende opleiding en vorming van jonge werknemers en is het noodzakelijk de bestaande regeling inzake bezoldigde toegelaten arbeid voor bruggepensioneerden onverwijld te wijzigen teneinde de bruggepensioneerden in staat te stellen in te staan voor de opleiding en vorming van jongeren; anderzijds moet de groep van de met uitkeringsgerechtigden werklozen gelijkgestelden die als vervanger van een bruggepensioneerde kunnen worden aangeworven, geharmoniseerd worden met de definitie die wordt gehanteerd in andere wetgevingen.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 4, § 3 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen wordt aangevuld als volgt :

« 7. De werkzoekenden waarvan het recht op uitkeringen wegens langdurige werkloosheid geschorst werd krachtens de bepalingen van hoofdstuk III, afdeling 8 van het Koninklijk Besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering of op basis van artikel 143 van het Koninklijk Besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, en die gedurende minstens 24 maanden zonder onderbreking geen uitkeringen meer genoten hebben in het kader van de werkloosheidsreglementering. »

**Art. 2.** Artikel 14, § 2 van het voormeld koninklijk besluit van 7 december 1992 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. De werknemers voor wie het brugpensioen ingaat na 31 december 1992 en die in kennis werden gesteld van hun ontslag vóór 1 december 1992 evenals de werknemers voor wie het brugpensioen ingaat na 31 december 1992, in toepassing van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het kader van afdeling III van dit besluit voor zover de erkenning als onderneming in moeilijkheden of herstructurering werd afgeleverd vóór 1 december 1992, mogen beroepsactiviteiten uitoefenen voorzien in de reglementering die van toepassing is op de personen die genieten van rust- en overlevingspensioenen.

De werknemers van ondernemingen, bedoeld in artikel 9, § 1, laatste lid, van onderhavig besluit, die een erkenning als onderneming in moeilijkheden bekomen hebben vóór 31 december 1993, mogen de beroepsactiviteiten zoals vermeld in het vorige lid uitoefenen.

De beroepsactiviteiten van de werknemers vermeld in het eerste en het tweede lid mogen niet uitgeoefend worden ten dienste van de laatste werkgever, zelfs al zijn deze werknemers tewerkgesteld door deze laatste of door derden in de hoedanigheid van loontrekkenden of zelfstandigen behalve om, volgens de voorwaarden vastgesteld door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de leiding van tewerkgestelde jongeren op zich te nemen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt wat dient te worden verstaan onder beroepsactiviteit bedoeld in deze paragraaf. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan bijkomende of afwijkende modaliteiten en voorwaarden vaststellen, voor de toepassing op de werknemers bedoeld in het eerste en het tweede lid, van de reglementering inzake toegelaten beroepsactiviteiten die van toepassing is op personen die genieten van een rust of overlevingspensioen.

De werknemers van ondernemingen, bedoeld in artikel 9, § 1, laatste lid van onderhavig besluit, die een erkenning als onderneming in moeilijkheden bekomen hebben vóór 31 december 1993, mogen de beroepsactiviteiten zoals vermeld in het vorige lid uitoefenen.

De beroepsactiviteiten van de werknemers vermeld in het eerste en het tweede lid mogen niet uitgeoefend worden ten dienste van de laatste werkgever, zelfs al zijn deze werknemers tewerkgesteld door deze laatste of door derden in de hoedanigheid van loontrekkenden of zelfstandigen behalve om, volgens de voorwaarden vastgesteld door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de leiding van tewerkgestelde jongeren op zich tenemen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt wat dient te worden verstaan onder beroepsactiviteiten bedoeld in deze paragraaf. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan bijkomende of afwijkende modaliteiten en voorwaarden vaststellen, voor de toepassing op de werknemers bedoeld in het eerste en het tweede lid, van de reglementering inzake toegelaten beroepsactiviteiten die van toepassing is op personen die genieten van een rust of overlevingspensioen.

§ 3. Les travailleurs dont la prépension prend cours après le 31 décembre 1992 et auxquels le congé a été notifié après le 30 novembre 1992 ne peuvent pas exercer l'activité professionnelle mentionnée au premier alinéa du précédent paragraphe, sauf si celle-ci consiste à assurer l'encadrement des jeunes mis au travail. Sans préjudice des dispositions du § 1<sup>er</sup>, ces travailleurs restent soumis à la réglementation du chômage pour l'exercice d'activités professionnelles.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine ce qu'il faut entendre par jeune mis au travail visé à l'alinéa premier et fixe les modalités et conditions que doivent respecter les employeurs et les prépensionnés ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

§ 3. De werknemers voor wie het brugpensioen ingaat na 31 december 1992 en die in kennis werden gesteld van hun ontslag na 30 november 1992 mogen geen beroepsactiviteiten uitoefenen zoals vermeld in het eerste lid van de vorige paragraaf, behalve indien de beroepsactiviteiten worden uitgeoefend met het oog op de opleiding van tewerkgestelde jongeren. Onverminderd de bepalingen van § 1 blijven deze werknemers voor de uitoefening van beroepsactiviteiten onderworpen aan de werkloosheidsreglementering.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt wat dient te worden verstaan onder tewerkgestelde jongeren bedoeld in het eerste lid en stelt de modaliteiten en voorwaarden vast waaraan de werkgevers en bruggepensioneerden moeten voldoen. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

F. 99 — 1871

[C - 99/12474]

**30 AVRIL 1999. — Arrêté royal  
modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1994  
relatif à la prépension à mi-temps**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 mars 1999 relative au Plan d'Action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, notamment les articles 112 et 113;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1994 relatif à la prépension à mi-temps, modifié par les arrêtés royaux des 6 avril 1995 et 3 avril 1997;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les secteurs et les entreprises doivent être informés sans délai des nouvelles possibilités prévues en matière de conclusion de conventions collectives de travail concernant la prépension à mi-temps pour la période couverte par l'accord interprofessionnel 1999-2000, afin de permettre aux partenaires sociaux des secteurs et entreprises d'entamer les négociations relatives à la conclusion de conventions collectives de travail concernant la prépension à mi-temps;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 juillet 1994 relatif à la prépension à mi-temps, est inséré un § 3<sup>ter</sup>, libellé comme suit :

« § 3<sup>ter</sup>. Par dérogation au § 2, les conventions collectives de travail qui prévoient au maximum pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2000 l'instauration d'un régime de prépension à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans conformément aux dispositions de l'article 112 de la loi du 26 mars 1999 relative au Plan d'Action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, peuvent également entrer en ligne de compte pour autant que ces conventions collectives de travail soient conclues conformément aux dispositions prévues dans la convention collective de travail n° 55, conclue le 13 juillet 1993 au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 17 novembre 1993, à l'exception des conditions d'âge prévues à l'article 3. »

N. 99 — 1871

[C - 99/12474]

**30 APRIL 1999. — Koninklijk besluit  
tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1994  
betreffende het halftijds brugpensioen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 112 en 113;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1994 betreffende het halftijds brugpensioen gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 april 1995 en 3 april 1997;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat de sectoren en ondernemingen onverwijld in kennis moeten worden gesteld van de nieuwe mogelijkheden die zich voordoen inzake het sluiten van collectieve arbeidsovereenkomsten inzake halftijds brugpensioen voor de periode gedekt door het interprofessioneel akkoord 1999-2000, teneinde de sociale partners in de sectoren en ondernemingen toe te laten de onderhandelingen te starten m.b.t. het sluiten van collectieve arbeidsovereenkomsten inzake het halftijds brugpensioen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1, van het koninklijk besluit van 30 juli 1994 betreffende het halftijds brugpensioen, wordt een § 3<sup>ter</sup> ingevoegd luidend als volgt :

« § 3<sup>ter</sup>. In afwijking van § 2 kunnen de collectieve arbeidsovereenkomsten die maximaal voor de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000 voorzien in de invoering van een stelsel van halftijds brugpensioen vanaf de leeftijd van 55 jaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 112 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, eveneens in aanmerking worden genomen voor zover deze collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten zijn overeenkomstig de bepalingen voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55, gesloten op 13 juli 1993 in de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 november 1993, met uitzondering van de in artikel 3 voorziene leeftijdsvoorwaarden. »